

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

# Saint-Césaire

code INSEE : 17314

884 habitants

Communauté de communes : Saintes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W300) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier grand format (24 x 32 cm) à petits carreaux ; marque Plein ciel (étiquette « 18 F »), 96 pages (90 grammes) ; pages arrachées (il en reste 80).

Couverture : logo et nom de la commune sur page A4 collée.

Titre : Cahier citoyen (sur la page de garde).

7 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Destitution du Président de la République  
Réécriture une Constitution par le Peuple et pour  
les intérêts du Peuple Souverain

Gilet jaune depuis le début et le serais jusqu'à ce que  
le gouvernement entende les pauvres, les nouvelles  
annonces doivent encore plus les Français

~~Retrait~~  
- Droit au refus de la pose des compteurs échantillons DINKY -  
- Bien sûr on veut que retraitée je demande la revalorisation des  
retraités, les indexés au niveau du coup de la vie --  
- Rétablir l'ISF --  
- Arrêter de nous inonder de toutes sortes de taxes --  
- surtout que demain de nouvelles augmentations sont prévues  
sur l'alimentation --  
Assez, Assez, ASSEZ !

### *Monsieur le Président de la République*

*Vous venez de nous adresser votre lettre, au bout de deux mois d'action des gilets jaunes, pour savoir ce que les Français souhaitent. Je pense que depuis le temps vous ne pouvez l'ignorer ou alors vos services de renseignements sont vraiment désuets.*

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Manuscrit (3 pages), 120 lignes, 700 mots (femme)**

Destitution du président de la République.

Réécrire une constitution par le peuple et pour les intérêts du peuple souverain.

Mise en place du RIC, Référendum d'Initiative Citoyenne.

Inscrire dans la Constitution l'impossibilité pour l'État de prélever plus de 25 % de la richesse des citoyens.

Réorganisation des institutions : suppression du Sénat ; nombre des députés : 202 (salaire : 2 à 3000 €).

Augmentation du SMIC de 40 %, des retraites de 30 %, des minima sociaux de 30 %.

Embauche massive de fonctionnaires pour rétablir la qualité des services publics (gares, hôpitaux, écoles, postes).

Baisse drastique des dépenses de fonctionnement de l'État. Baisse des rémunérations de 50 % des politiques, personnel de l'État et hauts fonctionnaires.

Exclusion de la vie politique de tout élu ayant un casier judiciaire. Dix ans d'inéligibilité ou condamnation en justice : corruption, trafic d'influence, fraude électorale, délit d'initié, abus de biens sociaux.

Plus de cumuls de mandats.

Véritable lutte contre l'évasion fiscale. Taxation des produits financiers. Taxe sur les transactions financières. Taxe Tobin.

Récupérer les 80 milliards d'euros abandonnés par l'État chaque année au CAC40.

Récupérer les 400 milliards donnés à 6 banques françaises en 2008 (Christine Lagarde).

Nationaliser les banques. Casser les monopoles.

Arrêt immédiat des privatisations et récupération des biens publics : autoroutes, aéroports, SNCF, barrages hydrauliques, forêts.

Médias : casser les monopoles et le copinage médiatico-politique. Rendre les médias accessibles aux citoyens et garantir la pluralité d'opinion. Mettre un terme à la propagande des éditocrates. Retirer la subvention publique des médias (2 milliards par an) ainsi que les niches fiscales des journalistes.

Justice : quadrupler son budget et limiter dans la loi les durées des procédures. Simplifier et rendre la justice totalement gratuite et accessible à tous.

Interdire les OGM, les pesticides cancérigènes, perturbateurs endocriniens et de la monoculture.

Mettre un terme à l'irrigation. Interdiction de créer des bassines. Mise en place des bio-carburants. Mettre un terme à l'élevage industriel et intensif. Replanter les haies. Reboiser le territoire.

Développer les énergies renouvelables.

Exploitation des éoliennes pour la France. Interdiction d'exporter l'énergie des éoliennes à l'étranger.

Sortie immédiate du traité de l'Atlantique Nord et interdiction d'engager l'armée française dans les guerres d'agression.

Françafrique. Cesser le pillage et les ingérences politiques et militaires. Rendre l'argent des dictateurs et les biens mal acquis aux peuples africains. Rapatrier immédiatement tous les soldats français.

Mettre fin au système du franc CFA qui maintient l'Afrique dans la pauvreté. Tisser des rapports d'égal à égal avec les États africains.

Empêcher les flux migratoires. Annuler le pacte de Marrakech. Choix des populations susceptibles d'être accueillies (par référendum).

Accès aux avantages sociaux uniquement après avoir travaillé et cotisé en France.

Remise en question du droit du sol pour des parents dont aucun des deux n'est français.

Immigration limitée : impossible d'accueillir ni intégrer les étrangers étant donné la profonde crise civilisationnelle que nous vivons en France. Halte au regroupement familial.

Fin de la main d'œuvre détachée.

Punir lourdement les préfets et maires qui laissent les SDF dormir dehors.

Fin des régimes spéciaux.

Suppression des niches fiscales.

Refonte des droits de succession 25 %.

Annuler la dette.

Alléger le millefeuille administratif.

Frexit. Sortie de l'Union européenne afin de regagner nos souveraineté politique, monétaire et économique (respect du référendum de 2005). Regagner notre droit de battre monnaie en sortant de l'article 123 du traité de Lisbonne (50 milliards d'euros d'économie par an).

Interdiction des lobbys et autres réseaux d'influence.

Affaiblir l'influence des laboratoires pharmaceutiques. États généraux de la santé et de l'hôpital.

Création d'une assemblée citoyenne.

Promulgation des lois par les citoyens eux-mêmes.

Suppression des privilèges des élus.

Augmentation des salaires des fonctionnaires territoriaux et revalorisation du point d'indice.

Réindustrialisation de la France afin de diminuer les importations et donc la pollution.

Fin des politiques d'austérité.

Interdire la délocalisation des entreprises qui font des bénéfices.

Développement des entreprises pour création d'emplois.

Fin du travail détaché.

Développer l'apprentissage. Rapprochement entreprises – écoles.

Suppression des subventions données aux syndicats.

Rapprochement des maires auprès des demandeurs d'emploi sur leur ville ou commune.

Lutte contre le dérèglement climatique ; baisser les émissions de gaz à effet de serre, interdire les chemtrails (géo-ingénierie).

Revoir en profondeur l'éducation nationale. Réouvrir les livres scolaires.

Humanisation des services sociaux.

Etc.

[Nom Prénom]

[Signature]

\_\_\_\_\_

**2. Manuscrit, 16 lignes, 125 mots (homme)**

[Prénom Nom]

Gilet jaune depuis le début et le serai jusqu'à ce que le gouvernement entende les pauvres ; les mesurettees annoncées divisent encore plus les Français.

Je soutiens donc le mouvement, même si je trouve que les doléances partent dans tous les sens.

Avant de rentrer dans des discussions, il y a des priorités urgentes ; il faut d'abord que le gouvernement décède immédiatement, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

- Le minimum vieillesse à 1000 euros par personne minimum.
- L'allocation handicapé à 1200 euros mensuelle.
- Remise en place de l'ISF.

Seules ces trois mesures pourraient dans un premier temps suspendre le mouvement et valoriser le pouvoir d'achat, tout en relançant l'économie.

Après, oui, on pourrait entamer le dialogue, s'il est vraiment souhaité par nos dirigeants.

\_\_\_\_\_

**3. Manuscrit, 7 lignes, 52 mots**

- Refus des multiplications structures intermédiaires locales (communautés de communes + communautés d'agglomérations).
- Augmentation des charges pour ordures ménagères (même tarif mais prestation réduite = augmentation du prix du service).
- Décision sans accord des administrés (cf point ci-dessus).
- Non prise en compte de l'âge des administrés pour les déplacements aux points de collecte.

\_\_\_\_\_

**4. Manuscrit, 50 lignes, 335 mots (homme)**

25 janvier 2019

Pour sortir le pays de la crise et de l'immobilisme, du déclin économique et le redresser, il faut :

Réformer radicalement les structures administratives : suppression du millefeuille administratif et ne garder que :

- les communautés de communes,
- les régions (28),
- l'État.

Réduire le nombre de parlementaires.

Sénat : 56 sénateurs (28 binômes hommes/femmes, 1 binôme par région)

Assemblée nationale : 202 députés (101 binômes hommes/femmes, 1 binôme par département)

Arrêter les stupides allers et retours Assemblée -> Sénat pour les lois.

Missions du Sénat :

Contrôler le gouvernement (enquêtes parlementaires).

Nommer les dirigeants des entreprises publiques, les préfets.

Missions de l'Assemblée : voter les lois.

Donner des pouvoirs coercitifs à la Cour des comptes pour invalider les budgets votés si ils sont votés en déficit.

Redéfinir le périmètre de la fonction publique : armée, justice, police, hôpitaux, éducation nationale.

Privatiser les entreprises publiques (SNCF, RATP, Orange, chaînes de télévision) et ne garder dans le domaine public que les structures (réseau ferré, gaz, électricité)

Faire une réforme fiscale de grande ampleur (379 impôts, taxes et prélèvement sociaux). Privilégier les impôts automatisés (supprimer l'impôt sur le revenu et ses niches fiscales pour le remplacer par un prélèvement à la source (sept tranches de 2 à 14 %) en fonction du niveau de revenu.

Instaurer 4 taux de TVA en fonction de la nécessité pour vivre des produits, et de leur impact sur l'environnement, ou de leur capacité à créer de l'emploi en France. Ex :

TVA 1 % : médicaments, alimentation, produits de 1<sup>ère</sup> nécessité, véhicule électrique.

TVA 10 % : journaux, TVA sur les travaux publics, rénovation, bricolage, billet de train, téléphone.

TVA 20 % : voiture, télévision, etc.

TVA 30 % : pesticides, essence, tabac, alcool, jeux.

Je propose également d'abaisser l'âge de la majorité à 16 ans et de rendre cohérentes toutes les majorités (pénale, voter, conduire une voiture seul, et donner son consentement sexuel).

- Fusionner tous les systèmes de retraite.
- Regrouper toutes les prestations sociales au sein d'un seul organisme (CAF).

[Signature]

[Nom Prénom Adresse]

\_\_\_\_\_

##### **5. Manuscrit, 7 lignes, 56 mots (femme)**

- Droit au refus de la pose des compteurs électriques LINKY.
- Bien sûr, en tant que retraitée, je demande la revalorisation des retraites, les indexer au niveau du coût de la vie...
- Rétablir l'ISF.
- Arrêter de nous inonder de toutes sortes de taxes...
- surtout que demain de nouvelles augmentations sont prévues sur l'alimentation.

Assez, assez, ASSEZ !

C. [Nom]

\_\_\_\_\_

**6. Dactylographié (2 pages), 80 lignes, 1250 mots (homme, le même que contribution n° 2)**

[Nom Prénom Adresse]

Saint-Césaire le 7 décembre 2018

Monsieur le Premier ministre  
Hôtel Matignon  
57 rue de Varenne  
75700 PARIS SP 07

Monsieur le Premier ministre

Voici plus d'une semaine que je repousse à vous écrire, ayant naïvement cru que vous aviez entendu les appels au secours de ceux qui manifestent pacifiquement leur ras-le-bol, mais surtout leur détresse à survivre, catégorie dont je fais partie.

Je ne suis pas un hors-la-loi, je suis français, républicain dans le sens de mon attachement à mon pays et à ma patrie pour laquelle j'ai beaucoup donné quand elle a eu besoin de moi, même si avec le recul je me sens lésé par le manque d'un minimum de reconnaissance. Démocrate, mais là aussi si la démocratie est respectée de part et d'autre et ne soit pas l'objet d'une idéologie personnelle refusant la contestation et les avis différents, c'est noble de dire j'écoute, j'entends mais je fais ce que je veux et ne changerai rien, pour moi cela s'appelle une dictature et de triste mémoire cela ne grandit pas l'homme, ni son pays. Il est de votre responsabilité d'appeler à la raison votre gouvernement et les membres de votre majorité, et enfin d'écouter le peuple qui est encore pacifique mais qui peut effectivement se radicaliser. Si vous continuez de l'ignorer et suivre aveuglement un cap dont la majorité des Français ne veulent plus, vous allez au devant d'événements très graves. Vous aviez cette semaine l'occasion d'éteindre l'incendie en faisant le geste demandé par tous sur le pouvoir d'achat des plus pauvres, sur les plus bas salaires, les petites retraites et les handicapés, car là effectivement vous êtes resté sourd et aveugle contrairement à vos déclarations ; ce n'est [pas] vos mesurette qui remplissent le porte-monnaie de celui qui, le quinze du mois, ne peut survivre qu'avec du pain et de l'eau et, oui Monsieur le Premier ministre, il y en a dans cette situation.

Vous auriez fixé un minimum vieillesse à 1000 euros, une AAH et un SMIC à 1200 euros nets immédiatement, là vous auriez sûrement été compris et auriez arrêté provisoirement le mouvement dans l'attente d'un moratoire nécessaire.

Personnellement, ma retraite personnelle est passée de 744 euros en 2014 à 793 à ce jour, même pas la valeur de l'inflation ; est-ce que vous et vos députés accepteriez de partager pendant un an notre train de vie ? Car quand j'entends dire les retraités se plaignent mais partent tous les ans en croisière, et bien moi, j'ai même pas les moyens de me payer une brouette. Là aussi vos primes pour changer de chaudière ou de voiture, que voulez-vous que ça m'apporte si j'ai pas un centime pour les approvisionner ...Faut sauver la planète pour 2040 ! Si c'est pour crever de faim dans les mois qui viennent, je m'en fiche et je pense aussi à mes enfants et petits-enfants qui, eux non plus, ne survivront pas jusque-là.

Excusez-moi, la priorité est pour vous à l'écologie, mais faire payer celle-ci aux plus pauvres quand tous les politiques et grands leaders de cette cause ne montrent pas l'exemple, faut quand [même] être gonflé pour se moquer des gens à ce point ; j'en ai encore trouvé aucun qui traverse la France à pied pour se rendre au ski ou à la plage ; quand Monsieur Jadot est interviewé à New-York l'autre semaine je n'ai pas entendu dire qu'il y était allé à la nage.



Quand Cohn-Bendit, grand meneur révolutionnaire de 1968, qui a retourné sa veste, s'érige en modèle écolo, plutôt capitaliste d'abord à ce que je sache, il ne se déplace pas en trottinette et les gaz de kérosène qui le transportent et polluent notre ciel ne le gênent pas du tout.

Faut pas chercher plus loin pour comprendre que les Gilets jaunes ne reconnaissent aucun meneur, ni représentant ; vous savez lire les slogans, ils sont explicites, pas besoin de sortir de l'ENA pour les comprendre et pourtant force est de constater que des gens soi-disant instruits sont moins intelligents qu'un détenteur du certificat d'études de mon époque. Certains jeunes ministres et députés ont encore beaucoup à apprendre. Que ce soit en français ou en finesse de parole, leur mépris et arrogance prouvent leur bassesse.

Vous et eux semblaient fiers de vos résultats, promis dites-vous dans votre programme électoral, tant mieux pour vous, le résultat le confirme, c'est pourquoi je vous remercie au nom de mon fils handicapé auquel un certain candidat avait promis l'augmentation de l'AAH de 60 euros dans la première année de son quinquennat, en 18 mois il s'est vu retiré 4,80 euros d'APL et son AAH est passée de 810,56 euros à 819 euros, ça c'est la réalité, vous pouvez vérifier, le compte n'y est pas ...

La phrase célèbre du roi à son ministre Colbert nous montre où elle a mené la Royauté ; le dictateur de 1934 (élu lui aussi en son temps par le peuple) l'a mené à la guerre et ses conséquences. Un grand président ne le devient pas en méprisant et étant arrogant envers ses concitoyens mais en les écoutant et les respectant ; c'est un honneur qui se mérite, nous avons eu de grands hommes en France qui un jour ou l'autre ont fait preuve d'abnégation. Même le général de Gaulle, par trois fois, a mis sa fierté de côté, une première fois il en a tiré un référendum à 90% d'avis favorables, en 1968, il s'en est sorti honorablement, là aussi en acceptant des concessions mais un an après, en touchant aux institutions, il en a payé le prix, pourtant élu démocratiquement pour sept ans, il est parti dignement comme les Français lui ont fait savoir, avec pourtant 49% en sa faveur.

Je ne suis ni révolutionnaire, ni anarchiste, ni raciste. Apolitique oui ! Car je souhaiterais que la devise de notre République soit respectée par tous car si nous voulons la fraternité, il faut d'abord rétablir la liberté de chacun dans leur diversité et surtout l'égalité. Car si chacun a des droits, ils ont aussi des devoirs et il est inadmissible que des gens qui n'apportent rien à notre pays obtiennent des faveurs qui sont refusées à nos concitoyens qui ont travaillé et cotisé toute leur vie, qui doivent payer leur mutuelle, une partie de leurs médicaments, leurs soins dentaires, optiques et auditifs, et sont de plus en plus à la rue alors que l'on soigne gratuitement, offre le téléphone, une allocation et carte bancaire gratuite, l'hôtel etc. etc. à des personnes qui détruisent nos biens, vandalisent, insultent nos forces de l'ordre, empoisonnent lucrativement notre jeunesse et que parallèlement ceux qui ne peuvent survivre soient interdits bancaires et, de plus, ponctionnés pour entretenir de telles racailles toujours impunies.

Je souhaite, Monsieur le Premier ministre, que vous et vos conseillers, vos ministres et députés, réfléchissiez mais vite car il y a urgence aux conséquences qui peuvent découler de la grande pauvreté qui frappe certains de vos concitoyens ; les loups affamés sont impitoyables, pensez-y.

Je ne suis qu'un simple petit Français de la France rurale mais j'ai la prétention de mieux comprendre et analyser la situation que certains de vos technocrates qui jouent avec les chiffres sur le dos des pauvres et qui peut-être ne pourront pas contenir la violence s'ils sont pris pour cible, car si personnellement je ne prêche pas la violence, j'écoute et j'entends la souffrance qui gronde.

J'ai très peu d'espoir d'être entendu et écouté mais j'aurai fait mon devoir de citoyen en vous alertant, en portant assistance à peuple en danger.

Veuillez croire malgré tout, Monsieur le Premier ministre, en l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.



[Nom Prénom]

**7. Dactylographié (3 pages), 110 lignes, 1424 mots (homme, le même que contributions n° 2 et 6)**

[Nom Prénom Adresse]

Saint-Césaire le 15 janvier 2019

Monsieur le Président  
de la République française  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75800 PARIS VIIIème

Monsieur le Président de la République

Vous venez de nous adresser votre lettre, au bout de deux mois d'action des Gilets jaunes, pour savoir ce que les Français souhaitent. Je pense que depuis le temps vous ne pouvez l'ignorer ou alors vos services de renseignements sont vraiment désuets.

Il est vrai que depuis 6 semaines de nouvelles revendications sont apparues, mais celles qui sont primordiales sur le pouvoir d'achat des plus pauvres auraient pu être solutionnées depuis longtemps, et là je ne « déconne » pas, si vous saisissez !

Cela aurait évité des samedis de casse, de nombreux blessés, une image de la France plus incitante à notre tourisme et vous aurait permis de remonter un peu dans l'estime des Français.

Dans ma lettre au 1<sup>er</sup> ministre du 7 décembre, j'attirais son attention sur les événements qui se sont effectivement produits et lui donnais les trois clefs capables d'arrêter le mouvement à cette date. Le gouvernement et vous-même êtes restés sourds, comptant que nous allions nous essouffler comme pour toutes les revendications syndicales ou autres ; nous ne sommes pas dans le même contexte, vous avez affaire actuellement à un soulèvement populaire national et, comme disait Victor Hugo, ce n'est pas la police et l'armée qui l'arrêtera, la solution ne peut être que politique ou la guerre civile.

Aussi j'ai décidé de répondre à votre lettre, personnellement et directement, d'homme à homme, et non comme un simple sujet à son souverain. Je respecte entièrement votre fonction mais je n'accepte pas d'être traité de moins que rien. Vous feigniez comprendre ce que nous ressentons alors que nous essayons de survivre avec moins de 1000 euros par mois, car là est le problème.

Vous dites en préambule de votre lettre que vous ne pouvez pas accepter, je cite, la pression, l'insulte et les agressions ; je suis tout à fait d'accord avec vous, s'il y a réciprocité. Trop de petites phrases sont choquantes et humiliantes, car si l'on peut admettre que votre spontanéité dépasse parfois votre pensée, ces paroles sont accentuées, confirmées et aggravées par vos ministres et membres de votre majorité depuis quelques temps en direct sur les plateaux télé, pas besoin des réseaux sociaux pour les entendre, ce qui pour des gens instruits, paraît-il, confirme bien leur manque d'intelligence. Ceci n'est pas une insulte, c'est une simple et flagrante constatation.

Je n'ai pas fait l'ENA, juste mon certificat d'études, mais à la place de vos conseillers, je vous aurais encouragé à « décréter » le minimum vieillesse à 1000 euros, l'allocation handicapé à 1200 euros et le rétablissement de l'ISF et vous n'aviez plus de Gilets jaunes pacifistes dans les ronds-points.

Voyez comment la tâche des forces de l'ordre aurait été simplifiée.

Sur cette proposition, je vais même aller plus loin, car d'après mes calculs (il m'arrive de compter parfois) les 3 milliards sept ou 800 millions que cela aurait coûté auraient dans un premier temps revalorisé le pouvoir d'achat des plus pauvres et nécessiteraient leur permettant un peu de confort.

Ce qui veut dire relance de l'économie, car là l'argent est réinjecté dans le pays, pas dans les paradis fiscaux, donc de fait création d'emplois et baisse du chômage, c'est-à-dire la relance de la croissance donc des finances. C'est tout bête mais surtout réaliste, je ne pense pas que ce soit difficile à comprendre.

Je suis d'accord qu'il faut que le travail paie, mais ceux qui ont travaillé plus de cinquante ans et se sont sacrifiés pour le pays ne doivent pas être oubliés.

Voilà, Monsieur le Président, ce qu'un simple Français lambda comme moi voulait vous dire, et maintenant je vais vous donner mes impressions sur les thèmes que vous avez choisis, vous, dans le cadre de votre grand débat, qui n'est pour moi que le complément de ce que je vous ai exposé plus haut.

**1<sup>er</sup> sujet :**

Réduire le train de vie de l'État et salaires exorbitants des hauts fonctionnaires.

Suppression des avantages aux anciens présidents, ministres et députés au-delà de six mois. Après, seule leur retraite légale suffit.

Transparence sur les salaires des ministres et hauts fonctionnaires ; aucun salaire ne devant dépasser dix fois le SMIC.

Justification des frais réels pour les députés, sénateurs, ministres et leurs conseillers.

Égalité des salaires et retraites des fonctionnaires et du privé.

Amélioration des services publics en zone rurale, transports, écoles, hôpitaux de proximité, aide aux personnes âgées, postes, soutien aux petits commerces, etc.

**2<sup>e</sup> sujet :**

Plus de pouvoirs aux maires sur leur territoire avec retour en mairie des demandes de papiers administratifs, permis, carte grise, carte d'identité, passeports, etc.

Regroupement en communauté de communes pour les services.

Suppression des communautés d'agglomérations et métropoles qui sont en doublon et imposent leurs propres taxes.

L'interlocuteur entre l'État et le peuple doit rester le ou la député qui doit légiférer en fonction de ceux qu'il ou elle représente.

**3<sup>e</sup> sujet :**

La transition écologique est actuellement un leurre qui voudrait nous culpabiliser, nous, les simples citoyens, alors qu'une certaine classe pourrait continuer à polluer en toute impunité. Vous ne pouvez pas taxer le kérosène au motif que ce serait la faillite de nos compagnies aériennes, mais peut-être pourriez-vous taxer les jets privés et les croisières maritimes.

Vous supprimez le glyphosate aux particuliers (j'en consommais 2 litres par an pour mes allées de jardin) mais les industriels du Cognac peuvent près de chez moi pulvériser à tous les temps des dizaines d'hectolitres.

De toute façon la démographie grimpe de notre planète est immaîtrisable et fera que même l'air que nous respirons polluera de lui-même.

Peut-on m'expliquer pourquoi tous les diesels qui sont polluants pour nous seraient écologiques lorsqu'ils passent de l'autre côté de la Méditerranée, alimentant un commerce florissant ; alors

voyez-vous l'écologie telle qu'elle nous est présentée n'est pas ma préoccupation première. Je préfère les vieux réflexes de mes ancêtres.

**4<sup>e</sup> sujet :**

**La démocratie et la citoyenneté ne peuvent être dissociées de la justice tant humaine que sociale.**

Le vote blanc est bien sûr à prendre en compte et évitera probablement les abstentions ; et si le vote blanc est majoritaire, il conviendra d'annuler l'élection en interdisant aux candidats battus de se représenter dans les cinq ans.

Le nombre de députés et de sénateurs peut être diminué après réflexion, afin de représenter les départements équitablement.

Tout comme il est nécessaire que chaque département soit représenté au Sénat afin de conserver les deux chambres pour l'équilibre des institutions. L'Assemblée nationale actuelle doit attirer notre attention sur ce sujet entre législatif et exécutif. Bien sûr une part de proportionnelle doit être inscrite dans notre constitution, qu'il sera nécessaire d'améliorer.

Pour ce qui concerne le référendum, il faut qu'il soit clair, avec une seule question posée, pas à tous bouts de champ mais pour des motifs engageant le pays ou de non-respect des libertés des concitoyens ; il doit pouvoir être demandé directement par la population.

Sur la laïcité et l'immigration ma réponse est claire : tout étranger sur le sol français doit s'adapter aux lois de la République, les croyances de chacun doivent être reconnues à condition qu'elles soient respectueuses et discrètes.

Quant au quota du droit d'asile qui, je le rappelle, n'est pas accordé à tous, je suis contre le fait d'accueillir de nouveaux migrants tant que notre pays sera endetté de plus de 50% de notre PIB. On ne peut pas accueillir la misère du monde quand nous avons un nombre si important de SDF dans la rue alors que bien souvent ils ont fait preuve d'efforts envers notre pays.

L'esprit de la coopération souhaitée en 1960 n'était pas du tout d'assister les ressortissants des anciens territoires français, donc il est nécessaire que l'argent que la France continue de verser aux dirigeants de ces pays soit contrôlé et serve à l'intégration de ces jeunes dans leur propre pays. Sur ce sujet il serait bon que les ministères des Affaires étrangères et des Finances communiquent chaque année le montant alloué à ces pays africains.

Vous vouliez savoir ce que pense un Français de base, en toute sincérité, je pense qu'avec ça, vous et vos conseillers avez du grain à moudre, déjà quelques-unes de ces mesures prescrites vous permettraient de remonter votre cote de popularité car si dans ce débat que vous avez souhaité, il n'en sort rien, c'est sûr que vous et la France, malheureusement, se retrouveront dans une situation que je ne veux même pas envisager pour mon pays.

À vous et vos conseillers de réfléchir.

Comme le veut l'usage, je vous salue, Monsieur le Président, bien respectueusement.

[Nom Prénom]

[FIN]